

Vol. 5, N°19, pp. 794– 806, Septembre 2026
Copy©right 2024 / licensed under [CC BY 4.0](#)
Author(s) retain the copyright of this article
ISSN : 1987-1465
DOI : <https://www.doi.org/10.62197/FJW9970>
Indexation : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc,
ASCI, Zenodo
Email : RevueKurukanFuga2021@gmail.com
Site : <https://revue-kurukanfuga.net>

*La Revue Africaine des
Lettres, des Sciences
Humaines et Sociales
KURUKAN FUGA*

CRISE DU CACAO ET MIGRATIONS TRANSFRONTALIÈRES : STRATÉGIES DE RÉSILIENCE DES MÉNAGES DU CANTON KÔDIA VERS CÔTE D'IVOIRE

Yannick Carl Elvis GNAKABI

Université Peleforo Gon COULIBALY, Korhogo (Cote d'Ivoire)

E-mail: gnakaniyannick@gmail.com

Résumé : Cette étude analyse les effets de la chute du prix du cacao sur les dynamiques migratoires observées dans le canton Kôdia, situé dans le département de Sassandra au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle cherche à comprendre comment la baisse du prix du cacao, passé d'environ 2 800 FCFA à près de 1 200 FCFA le kilogramme, a favorisé l'émergence de nouvelles mobilités transfrontalières vers le Liberia. La recherche repose sur une approche qualitative menée dans les villages de Médon et de Zaébré. Les données ont été collectées à travers trente entretiens semi-directifs réalisés auprès de producteurs de cacao, de migrants, de membres de ménages, d'acheteurs, d'autorités coutumières et de personnes-ressources. Elles ont été complétées par des observations de terrain et analysées à l'aide de l'analyse de contenu thématique. Les résultats montrent que la chute du prix du cacao a fragilisé les économies familiales et créé un espace agricole transfrontalier reliant le canton Kôdia au Liberia. Les résultats révèlent enfin une dynamique originale marquée par la migration de propriétaires fonciers cherchant à diversifier leurs espaces de production face à l'incertitude du marché cacaoyer.

Mots-clés : Cacao ; Kôdia ; Liberia ; Migration transfrontalière ; Translocalité ; .

Abstract: This study analyzes the effects of the drop in cocoa prices on migration patterns observed in the Kôdia canton, located in the Sassandra department in southwestern Côte d'Ivoire. It seeks to understand how the decline in cocoa prices, from approximately 2,800 FCFA to nearly 1,200 FCFA per kilogram, has contributed to the emergence of new cross-border migration flows toward Liberia. The research is based on a qualitative approach conducted in the villages of Médon and Zaébré. Data were collected through thirty semi-structured interviews with cocoa producers, migrants, household members, buyers, traditional authorities, and key informants. These were supplemented by field observations and analyzed using thematic content analysis. The results show that the drop in cocoa prices has weakened household economies and also gradual formation of a cross-border agricultural area linking the Kôdia canton to Liberia. Finally, it reveals a unique dynamic characterized by the migration of landowners seeking to diversify their production areas in the face of uncertainty in the cocoa market.

Keywords: Cocoa; Kôdia ; Liberia ; Cross-border migration ; Translocality ;

Yannick

INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire demeure le premier producteur mondial de cacao, une culture qui constitue la principale source de revenus de millions de ménages ruraux (Banque mondiale, 2019 ; FAO, 2026). Dans le canton Kôdia, situé dans le département de Sassandra, les revenus tirés du cacao occupent une place centrale dans les stratégies de subsistance des populations. Ils contribuent au financement de la scolarisation des enfants, des dépenses de santé, de l'habitat et des activités productives. Toutefois, cette dépendance à l'égard de l'économie cacaoyère expose les ménages aux fluctuations du marché international. La campagne cacaoyère 2024-2025 a été marquée par une hausse exceptionnelle des prix du cacao à des niveaux atteignant près de 2 800 FCFA, suscitant un important espoir chez les producteurs. Cette conjoncture favorable a encouragé de nombreux planteurs à réaliser des investissements, à contracter des engagements financiers et à conclure des accords de précommande avec des acheteurs ou des pisteurs. Cependant, à partir de la fin de l'année 2025 et au cours de l'année 2026, les prix ont fortement chuté pour atteindre environ 1 200 FCFA le kilogramme. Cette chute brutale a profondément affecté les revenus des producteurs et remis en cause les équilibres économiques construits durant la période de hausse.

Alors que de nombreux planteurs avaient déjà engagé leur production future à travers des précommandes conclues sur la base d'un prix avoisinant 2 800 FCFA le kilogramme, la chute des cours à près de 1 200 FCFA a fragilisé les relations économiques entre producteurs et acheteurs. Dans le même temps, cette crise a favorisé l'intensification des déplacements vers le Liberia voisin où de nombreux planteurs se rendent temporairement pour créer ou exploiter des plantations de cacao. Ces mobilités concernent principalement les hommes qui effectuent des séjours de quelques semaines ou de plusieurs mois avant de retourner dans leurs localités d'origine où résident leurs familles. Les travaux consacrés aux liens entre crises économiques, mobilités et stratégies de résilience montrent que les migrations constituent souvent une réponse aux incertitudes affectant les économies rurales (Stark, 1991, pp.3-4). Toutefois, les contraintes économiques ne produisent pas mécaniquement la migration, celle-ci dépendant également des aspirations, des capacités des individus et des structures d'opportunités dans lesquelles ils évoluent (de Haas, 2021, p.17). Dans les espaces frontaliers ouest-africains, les circulations migratoires peuvent participer à la construction de territoires économiques articulant plusieurs espaces de vie, de circulation et d'activités (Tarrius & Missaoui, 2000, pp.124-125). Ces dynamiques s'accompagnent fréquemment de transferts de ressources susceptibles d'influencer les conditions de vie des ménages et les trajectoires de développement des communautés d'origine (de Haas, 2010, pp.246-247).

Dans cette perspective, cette étude s'intéresse aux effets de la chute du prix du cacao sur les mobilités temporaires des populations du canton Kôdia vers le Liberia. Plus précisément, la recherche répond à la question suivante : comment la chute du prix du cacao a-t-elle favorisé le développement des mobilités circulatoires vers le Liberia comme stratégie de gestion des risques économiques dans le canton Kôdia ? L'hypothèse défendue est que la baisse des revenus tirés du cacao renforce les migrations circulatoires masculines vers le Liberia.

Yannick

1. Matériels et méthode

1.1. Matériels

Cette étude a été réalisée dans le canton Kôdia, situé dans le département de Sassandra, au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. L'enquête de terrain s'est déroulée dans les villages de Médon et de Zaébré en avril 2026. Ces deux localités figurent parmi les principaux espaces de production cacaoyère du canton qui sont particulièrement concernés par les mobilités temporaires vers le Liberia observées depuis la baisse des revenus tirés du cacao. Les données primaires proviennent d'entretiens semi-directifs réalisés auprès de trente (30) enquêtés sélectionnés selon la technique de l'échantillonnage raisonné. Le recours à cette méthode se justifie par la volonté d'interroger des acteurs directement concernés par la problématique étudiée et disposant d'une connaissance approfondie des réalités migratoires et agricoles du canton. Les enquêtés appartiennent à différentes catégories sociales, notamment les producteurs de cacao, les migrants de retour ou en mobilité circulatoire, les membres de ménages, les acheteurs de cacao, les autorités coutumières et les personnes-ressources.

1.2. Méthode

Cette recherche adopte une approche qualitative à visée compréhensive. Le choix de cette démarche s'explique par la nature même de l'objet étudié. En effet, il s'agit moins de mesurer l'ampleur statistique des migrations vers le Liberia que de comprendre les logiques sociales, économiques et familiales qui sous-tendent ces mobilités dans un contexte marqué par la chute du prix du cacao. La collecte des données a reposé sur la technique de l'entretien semi-directif, complétée par des observations directes réalisées dans les localités enquêtées. Par ailleurs, l'auteur possède une connaissance approfondie du terrain étudié, acquise à travers une familiarité de longue durée avec l'espace concerné. Les données collectées ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique. Cette méthode a permis d'identifier les principales régularités discursives relatives aux effets de la crise cacaoyère, aux logiques migratoires et aux stratégies de résilience développées par les ménages du canton Kôdia face à la baisse des revenus agricoles.

2. Résultats

Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets de la crise cacaoyère sur les conditions socioéconomiques des ménages du canton Kôdia. Ils révèlent également les stratégies d'adaptation développées par les populations face à la baisse des revenus agricoles.

2.1. La chute du prix du cacao et la déstabilisation des économies familiales dans le canton Kôdia

2.1.1. De l'espoir suscité par la hausse des prix à la désillusion de la chute du marché

La hausse du prix du cacao observée au cours de la campagne 2024-2025 a suscité un important espoir au sein des populations du canton Kôdia. Les producteurs interrogés affirment

Yannick

avoir perçu cette augmentation comme une opportunité de redressement économique après plusieurs années marquées par l'instabilité des revenus agricoles. Le prix du kilogramme de cacao, qui atteignait localement près de 2 800 FCFA, a renforcé les attentes des ménages quant à l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette conjoncture favorable a encouragé de nombreux planteurs à engager des dépenses importantes. Plusieurs enquêtés déclarent avoir anticipé des revenus élevés et pris des engagements financiers en conséquence. Les fonds attendus de la campagne de commercialisation devaient permettre de financer la scolarisation des enfants, l'acquisition de matériels agricoles ainsi que la création de nouvelles plantations. La photographie 1 illustre l'une de ces exploitations cacaoyères.

Photo 1 : Plantation de cacao dans le canton Kôdia



Source : Enquête de terrain, 2026

Cette photographie témoigne de la place centrale qu'occupe la cacaoculture dans l'économie locale. Cette forte dépendance à une production dont la valeur marchande fluctue permet également de comprendre l'ampleur des effets économiques provoqués par la chute brutale du prix du cacao. La perspective de gains substantiels a également favorisé le développement des précommandes de récoltes. Ces accords reposaient généralement sur des relations de confiance construites au fil des années entre les différents acteurs de la filière. Plusieurs producteurs reconnaissent avoir reçu des avances destinées à financer les travaux agricoles, les dépenses familiales ou certains projets personnels. Pour certains ménages, ces ressources ont servi à payer les frais de scolarité, à assurer des soins de santé ou à organiser des cérémonies familiales. D'autres ont investi dans l'entretien des plantations ou dans l'ouverture de nouvelles parcelles, convaincus que la hausse des prix se maintiendrait durant la campagne. Comme l'explique un producteur de Zaébré :

Quand le cacao est monté à près de 2 800 francs, nous pensions que nos difficultés étaient terminées. Beaucoup de personnes ont pris des

Yannick

engagements, commencé des travaux ou aidé leurs proches. Quand le prix est redescendu, nous nous sommes retrouvés avec beaucoup de charges mais moins d'argent que prévu.

Cependant, les espoirs suscités par cette période de forte valorisation du cacao ont rapidement laissé place à un sentiment de désillusion. La chute brutale des prix observée à partir de la fin de l'année 2025 a profondément bouleversé les prévisions économiques des producteurs. Les enquêtés évoquent ainsi un décalage entre les dépenses déjà réalisées et les revenus finalement obtenus, créant un climat d'incertitude économique au sein des ménages.

2.1.2. Les conséquences économiques de la baisse du prix à 1 200 FCFA

La baisse du prix du cacao à environ 1 200 FCFA le kilogramme a eu des répercussions importantes sur les économies familiales dans les villages de Médon et de Zaébré. Les entretiens réalisés montrent que cette chute a entraîné une diminution significative des revenus des producteurs, compromettant leur capacité à faire face aux dépenses courantes et aux engagements contractés durant la période de hausse des prix. Les revenus effectivement perçus se sont révélés largement inférieurs aux attentes initiales. Plusieurs ménages déclarent avoir rencontré des difficultés pour assurer certaines dépenses essentielles, notamment la scolarisation des enfants, les soins de santé ou l'entretien des plantations. La baisse des revenus a également accentué les difficultés de remboursement des avances obtenues auprès des acheteurs et des pisteurs. À Médon, un planteur explique :

« Nous avons reçu des avances parce que tout le monde croyait que le cacao allait rester cher. Quand le prix a chuté, les calculs ont changé. Après la vente, il ne restait presque plus rien pour la famille. »

Cette contraction des revenus a conduit plusieurs ménages à revoir ou à abandonner certains projets. Les enquêtés évoquent la réduction des investissements agricoles, l'abandon de projets ou encore le renoncement à l'acquisition de biens durables. Dans certains cas, les difficultés financières ont entraîné le recours à l'endettement auprès de proches ou de réseaux de solidarité communautaire. L'enquête révèle également que la baisse des revenus agricoles a renforcé le sentiment d'incertitude économique au sein des familles. Plusieurs producteurs estiment que la culture du cacao ne permet plus, à elle seule, de garantir la stabilité économique du ménage. Comme le souligne un enquêté de Médon :

« Aujourd'hui, on ne peut plus compter seulement sur le cacao. Quand le prix baisse, toute la famille souffre. Beaucoup de jeunes préfèrent partir au Liberia pour chercher autre chose et aider leurs parents. »

Les résultats montrent ainsi que la chute du prix du cacao n'a pas seulement entraîné une diminution des revenus agricoles. Elle a également fragilisé les capacités d'investissement des ménages, accentué les difficultés financières et contribué à l'émergence de nouvelles stratégies économiques dont la migration transfrontalière.

2.1.3. Les tensions entre producteurs et acheteurs

Au-delà de ses effets sur les revenus des ménages, la chute du prix du cacao a profondément affecté les relations entre producteurs et acheteurs dans le canton Kôdia. Les tensions observées sont principalement liées aux mécanismes de précommande et de préfinancement développés durant la période de forte hausse des prix. En effet, lorsque le kilogramme de cacao se négociait autour de 2 800 FCFA, de nombreux producteurs, convaincus que cette tendance allait se maintenir, ont sollicité des avances financières auprès des acheteurs. Selon un producteur de Zaébré :

« Quand nous avons pris l'argent, le cacao valait près de 2 800 francs. Après la baisse, il fallait donner davantage de cacao pour rembourser la même dette. C'est là que les problèmes ont commencé. »

La baisse du prix modifie ainsi le rapport entre la quantité de cacao livrée et la valeur de la dette contractée : pour rembourser une même avance financière, le producteur doit désormais mobiliser une quantité plus importante de sa récolte, comme l'illustre la photographie 2.

Photo 2 : Cabosses de cacao dans le canton Kôdia



Source : Enquête de terrain, 2026

Au-delà de la matérialité de la production, cette photographie permet de mettre en perspective le poids accru du remboursement : la baisse de la valeur marchande du kilogramme oblige les producteurs endettés à consacrer une part plus importante de leur production au règlement des avances reçues.

2.2. Le Liberia comme nouvel espace de sécurisation des revenus agricoles

2.2.1. Les facteurs d'attractivité du Liberia

Face à la baisse des revenus tirés du cacao dans le canton Kôdia, de nombreux producteurs et travailleurs agricoles se tournent vers le Liberia voisin à la recherche de nouvelles opportunités économiques. Les entretiens réalisés révèlent que ce pays est

Yannick

progressivement devenu une destination privilégiée pour les populations confrontées aux difficultés du secteur cacaoyer ivoirien. Plusieurs facteurs expliquent cette attractivité. Le premier est lié à la disponibilité des terres agricoles. À cette disponibilité foncière s'ajoute la perspective de revenus complémentaires. Les enquêtés considèrent le Liberia comme un espace offrant davantage de possibilités pour développer des plantations ou travailler dans des exploitations agricoles existantes. Pour certains, il s'agit de constituer une épargne afin de faire face aux difficultés rencontrées dans leurs villages d'origine. Pour d'autres, l'objectif est de compenser les pertes enregistrées à la suite de la chute du prix du cacao. Un producteur de Zaébré explique :

« Ici, avec la baisse du cacao, beaucoup de personnes cherchent d'autres solutions. Au Liberia, on peut encore trouver des terres et travailler pour avoir un peu d'argent. »

L'attractivité du Liberia repose sur l'existence de réseaux sociaux déjà établis. La présence de parents, d'amis ou de ressortissants du canton Kôdia installés dans certaines localités libériennes rassure les candidats au départ et facilite leur insertion dans le pays d'accueil.

2.2.2. Les réseaux migratoires comme facilitateurs de la mobilité

Les résultats de l'enquête montrent que les migrations vers le Liberia s'appuient sur des réseaux sociaux préexistants qui jouent un rôle déterminant dans la décision de partir et dans l'installation des migrants. Dans la majorité des cas, les personnes interrogées affirment avoir été informées des opportunités disponibles au Liberia par un parent, un ami ou un ressortissant du canton Kôdia déjà installé dans ce pays. Ainsi, les départs s'inscrivent souvent dans des chaînes migratoires où les premiers installés facilitent progressivement l'arrivée de nouveaux migrants. Un enquêté de Médon témoigne :

« C'est souvent quelqu'un du village qui est déjà là-bas qui informe les autres. Quand il voit qu'il y a des possibilités, il appelle ses frères ou ses amis pour venir. »

Toutefois, les réseaux communautaires ne constituent qu'une première étape du processus migratoire. L'enquête révèle qu'à leur arrivée au Liberia, les migrants sont généralement accueillis par des tuteurs libériens qui jouent un rôle central dans leur insertion. Selon les enquêtés, les migrants originaires du canton Kôdia sont fréquemment présentés à ces tuteurs par l'intermédiaire de proches déjà installés au Liberia. Cette mise en relation favorise la création de liens de confiance et permet d'obtenir plus facilement des parcelles agricoles ou des opportunités de travail. Comme l'explique un producteur de Zaébré :

« Quand tu arrives, celui qui t'a appelé te présente à son tuteur. C'est avec lui que tu discutes pour avoir la terre. Sans cette relation, ce n'est pas facile de s'installer. »

Les données recueillies mettent ainsi en évidence l'existence d'un double réseau migratoire. D'une part, les réseaux communautaires Kôdia facilitent la circulation de l'information et encouragent les départs. D'autre part, les tuteurs libériens assurent l'intégration des migrants dans les espaces d'accueil en leur donnant accès aux ressources foncières et aux opportunités économiques.

2.2.3. Les profils des migrants concernés

L'enquête révèle que les migrations vers le Liberia ne concernent pas uniquement les populations autochtones Kôdia. Plusieurs producteurs d'origine burkinabè et baoulé installés depuis de nombreuses années dans le canton ont également entrepris des déplacements vers le Liberia afin d'y créer ou d'exploiter des plantations agricoles. Certains effectuent des allers-retours réguliers entre leur lieu de résidence en Côte d'Ivoire et leurs exploitations libériennes, tandis que d'autres ont choisi de s'installer durablement dans les zones de production. Cette diversité des profils souligne le caractère transversal de la dynamique migratoire observée, laquelle touche aussi bien les autochtones que les populations migrantes établies dans le canton. Ce constat met en évidence un paradoxe particulièrement marquant. Historiquement, les populations du canton Kôdia ont accueilli de nombreux migrants agricoles auxquels elles ont cédé ou confié des terres pour la mise en valeur des plantations. Aujourd'hui, certains de ces mêmes propriétaires fonciers se rendent à leur tour au Liberia pour accéder à de nouvelles terres agricoles et développer des plantations de cacao. Comme l'explique un chef de terre à Zaébré :

« Nous avons des terres ici, mais aujourd'hui cela ne suffit plus. Beaucoup de personnes vont au Liberia pour ouvrir d'autres plantations afin d'avoir plusieurs sources de revenus. »

À côté de ces propriétaires fonciers, l'enquête identifie également des ouvriers agricoles et quelques jeunes producteurs attirés par les perspectives économiques offertes par les plantations libériennes. Ces migrations traduisent moins une absence de ressources foncières dans le canton Kôdia qu'une stratégie de diversification économique portée par des acteurs agricoles cherchant à sécuriser leurs revenus dans un contexte de forte incertitude du marché cacaoyer.

2.3. Les reconfigurations socio-spatiales induites par les migrations vers le Liberia

2.3.1. L'émergence d'espaces agricoles transfrontaliers

Les migrations vers le Liberia ne se limitent pas à de simples déplacements de main-d'œuvre. Les résultats de l'enquête montrent qu'elles participent à la construction d'un espace agricole transfrontalier reliant les villages du canton Kôdia aux zones de production libériennes. Les migrants développent leurs activités économiques de part et d'autre de la frontière tout en maintenant des liens permanents avec leurs localités d'origine. Cette

organisation favorise une circulation régulière des personnes entre les deux espaces. Les migrants effectuent des allers-retours en fonction des travaux agricoles, des besoins familiaux ou des opportunités économiques. La frontière apparaît ainsi moins comme une rupture que comme un espace de connexion entre deux territoires de production. Un planteur de Médon explique :

« Mon champ principal est ici, mais j'ai aussi une plantation au Liberia. Je passe du temps dans les deux endroits selon les travaux à faire. »

Au-delà des personnes, les migrations favorisent également la circulation des ressources économiques. Les stratégies développées par les migrants dépassent désormais le cadre strict du canton, même si les producteurs maintiennent leurs activités agricoles dans leur territoire. La photographie 3 illustre une exploitation cacaoyère située dans le canton Kôdia.

Photo 3: Producteur dans une plantation de cacao du canton Kôdia



Source : Enquête de terrain, 2026

2.3.2. De nouveaux investissements agricoles entre espoirs économiques et contraintes familiales

Les migrations observées vers le Liberia s'inscrivent dans une dynamique récente qui se distingue des formes traditionnelles de mobilité connues dans le canton Kôdia. Contrairement à d'autres régions de Côte d'Ivoire marquées par une longue histoire de migration agricole, les populations Kôdia ont longtemps bénéficié de leur position en zone forestière et de la disponibilité des terres agricoles. Les enquêtés soulignent ainsi que les départs vers le Liberia constituent un phénomène relativement nouveau dans les stratégies économiques locales. Un producteur de Médon explique :

Yannick

« Nous sommes encore dans la phase de création des plantations. Pour le moment, les champs ne produisent pas. Nous espérons les premières récoltes dans quelques années. »

Les résultats montrent que ces projets nécessitent des investissements importants. Les migrants doivent financer les déplacements entre la Côte d'Ivoire et le Liberia, assurer leur installation sur place, acquérir ou sécuriser des terres et prendre en charge les coûts liés à l'entretien des jeunes plantations. Ces dépenses s'ajoutent aux charges supportées par les ménages restés au village. La distance séparant les zones d'installation au Liberia des villages du canton Kôdia constitue également une contrainte importante. Selon un enquêté de Zaébré :

Avant, nous n'avions pas besoin d'aller aussi loin pour faire des plantations. Aujourd'hui, certains passent plusieurs mois au Liberia parce que le voyage coûte cher et que les champs demandent beaucoup de travail.

L'étude met également en évidence la complexité de la gestion simultanée des exploitations situées dans deux pays. Plusieurs migrants continuent de posséder des plantations dans le canton Kôdia tout en développant de nouvelles parcelles au Liberia. Cette double implantation oblige les producteurs à répartir leur temps, leurs ressources financières et leur main-d'œuvre entre plusieurs espaces agricoles parfois éloignés les uns des autres.

2.3.3. Entre résilience économique et nouveaux risques

Les migrations vers le Liberia apparaissent, pour les populations du canton Kôdia, comme une stratégie de résilience face aux incertitudes qui affectent l'économie cacaoyère. Confrontés à la baisse des revenus agricoles et à l'instabilité des prix du cacao, plusieurs producteurs cherchent à diversifier leurs espaces de production afin de réduire leur dépendance à une seule exploitation ou à un seul territoire. Dans cette perspective, les investissements réalisés au Liberia sont perçus comme une possibilité de sécuriser les revenus futurs des ménages. Les entretiens montrent que les migrants nourrissent de fortes attentes à l'égard de leurs nouvelles plantations. Un producteur de Zaébré affirme :

« Aujourd'hui, il est risqué de compter sur un seul champ. Si nous réussissons à avoir des plantations dans les deux pays, nous aurons plus de chances de faire face aux difficultés. »

Cependant, cette stratégie s'accompagne de nouveaux risques. Les investissements engagés sont importants alors que les bénéfices attendus demeurent incertains. Les plantations nouvellement créées nécessitent plusieurs années avant d'entrer en production, exposant les ménages à une période prolongée de dépenses sans revenus immédiats. Par ailleurs, la gestion simultanée des exploitations situées dans deux pays engendre des contraintes organisationnelles importantes. L'enquête met également en évidence les incertitudes liées à l'accès et à la sécurisation du foncier dans les zones d'accueil. Bien que les relations avec les tuteurs libériens facilitent l'installation des migrants, plusieurs enquêtés reconnaissent que la

pérennité de leurs investissements dépend largement du maintien de bonnes relations avec les communautés locales et les détenteurs des terres.

À ces contraintes économiques et foncières s'ajoutent des effets sociaux liés aux absences prolongées des migrants. Les longs séjours au Liberia modifient les équilibres familiaux et imposent une redistribution des responsabilités au sein des ménages restés au village.

3. Discussion

Les résultats montrent que les mobilités vers le Liberia ne relèvent ni d'une migration de rupture ni d'une simple recherche de terres agricoles. Elles constituent une stratégie de diversification économique permettant aux ménages de répartir les risques économiques entre plusieurs espaces productifs. Cette dynamique rejoint la Nouvelle Économie des Migrations, qui considère la migration comme une stratégie familiale de diversification des ressources et de réduction des risques (Stark & Bloom, 1985, pp. 174-175 ; Stark, 1991, pp. 3-4). Elle peut également être interprétée à partir de de Haas (2021, pp. 17-18), pour qui la mobilité résulte de l'articulation entre aspirations, capacités à migrer et structures d'opportunités. Dans le canton Kôdia, la baisse des revenus cacaoyers conduit ainsi certains producteurs à rechercher au Liberia de nouvelles possibilités d'investissement agricole. Cette diversification rejoint les analyses de Bryceson (2002, pp. 1-3) et de Barrett, Reardon et Webb (2001, pp. 315-316) sur les stratégies développées par les ménages ruraux africains pour réduire leur vulnérabilité face aux incertitudes économiques. La présence de producteurs burkinabè parmi les migrants montre en outre que cette dynamique dépasse les seuls autochtones Kôdia et traduit plus largement une stratégie d'adaptation à la crise cacaoyère. Ce résultat fait écho aux observations de Wouterse et Taylor (2008, pp. 625-626) au Burkina Faso ainsi qu'à celles de Bendandi et Venier (2017, pp. 1-2) sur le rôle des mobilités dans la diversification des moyens d'existence et la gestion des risques.

Le cas du canton Kôdia présente cependant une particularité : une partie des migrants dispose déjà de terres et de plantations dans les localités d'origine. Leur déplacement vers le Liberia ne traduit donc pas nécessairement une pénurie foncière, mais une volonté d'étendre et de diversifier spatialement leurs investissements agricoles. Il en résulte progressivement un espace productif transfrontalier caractérisé par la circulation des personnes, des ressources et des activités entre la Côte d'Ivoire et le Liberia. Cette configuration rejoint les « territoires circulatoires » de Tarrius et Missaoui (2000, pp. 124-125), dans lesquels la mobilité permet l'articulation de plusieurs espaces sans rupture avec le territoire d'origine. Elle rejoint également Boccagni (2022, pp. 585-587) sur le maintien des ancrages dans différents lieux et Steinbrink et Nidenführ (2020, p. 44) sur les moyens d'existence translocaux organisés à travers des espaces géographiquement distincts mais socialement connectés. Toutefois, ces mobilités ne peuvent encore être assimilées à un processus de codéveloppement pleinement établi. Les plantations créées au Liberia étant récentes et, pour plusieurs, encore improductives,

Yannick

les bénéfices attendus restent largement potentiels. Les ménages supportent pour l'instant les coûts des déplacements, de l'installation et de l'entretien des nouvelles plantations, auxquels s'ajoutent les absences prolongées et la gestion d'exploitations réparties entre deux pays. La migration vers le Liberia apparaît ainsi comme une stratégie de résilience fondée sur un investissement transfrontalier à rendement différé, dont les effets économiques et sociaux restent encore à consolider.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser les effets de la chute du prix du cacao sur les dynamiques migratoires observées dans le canton Kôdia, au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Plus précisément, elle cherchait à comprendre comment la baisse des revenus agricoles a favorisé l'émergence de nouvelles mobilités transfrontalières vers le Liberia comme stratégie d'adaptation des populations rurales. Les résultats montrent que la chute du prix du cacao, passé d'environ 2 800 FCFA à près de 1 200 FCFA le kilogramme, a profondément fragilisé les économies familiales. Cette situation s'est traduite par une réduction des revenus agricoles, des difficultés de remboursement des avances obtenues auprès des acheteurs, l'abandon de certains projets d'investissement et une remise en question des mécanismes traditionnels de financement de l'activité cacaoyère. Les tensions observées entre producteurs et acheteurs témoignent de l'ampleur des déséquilibres provoqués par cette crise économique. Face à ces difficultés, les populations du canton Kôdia développent de nouvelles stratégies de sécurisation de leurs moyens d'existence. Parmi celles-ci, les migrations vers le Liberia occupent désormais une place croissante. L'un des principaux apports de cette recherche réside dans la mise en évidence d'une dynamique migratoire relativement inédite. Contrairement aux formes classiques de migration agricole généralement associées à la rareté foncière, les migrants observés dans cette étude sont majoritairement des propriétaires terriens déjà établis dans une région forestière historiquement favorable à la culture du cacao. Cette inversion des logiques migratoires traditionnelles révèle l'émergence de nouvelles stratégies de résilience fondées sur la diversification spatiale des exploitations agricoles. Les résultats montrent également que ces mobilités demeurent pour l'instant dans une phase d'investissement. Les plantations créées au Liberia étant encore jeunes, leurs effets économiques restent largement attendus plutôt qu'observés. Cette situation expose les ménages à de nouvelles contraintes liées aux coûts d'installation, à la gestion simultanée d'exploitations situées dans deux pays et aux incertitudes qui entourent la rentabilité future de ces investissements. Au-delà du cas du canton Kôdia, cette recherche met en lumière les transformations contemporaines des stratégies rurales face à la volatilité des marchés agricoles. Elle invite à considérer les mobilités transfrontalières non seulement comme des réponses aux crises économiques, mais également comme des mécanismes de recomposition des territoires productifs en Afrique de l'Ouest.

Références bibliographiques

BANQUE MONDIALE, 2019, *Côte d'Ivoire Economic Update: Key Messages*, Washington D.C., World Bank.

BARRETT Christopher B., REARDON Thomas et WEBB Patrick, 2001, « Nonfarm Income Diversification and Household Livelihood Strategies in Rural Africa: Concepts, Dynamics, and Policy Implications », *Food Policy*, vol. 26, n° 4, pp. 315-331.

BENDANDI Barbara et VENIER Marco, 2017, *Vulnerability and Resilience in West Africa: Understanding Human Mobility in the Context of Land Degradation*, Washington D.C., Global Knowledge Partnership on Migration and Development (KNOMAD), Working Paper n° 25, 38 p.

BOCCAGNI Paolo, 2022, « Homing: A Category for Research on Space Appropriation and 'Home-Oriented' Mobilities », *Mobilities*, vol. 17, n° 4, pp. 585-601.

BRYCESON Deborah Fahy, 2002, « Multiplex Livelihoods in Rural Africa: Recasting the Terms and Conditions of Gainful Employment », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 40, n° 1, pp. 1-28.

DE HAAS Hein, 2010, « Migration and Development: A Theoretical Perspective », *International Migration Review*, vol. 44, n° 1, pp. 227-264.

DE HAAS Hein, 2021, « A Theory of Migration: The Aspirations-Capabilities Framework », *Comparative Migration Studies*, vol. 9, n° 8, pp. 1-35.

FAO, 2026, « More Shade for More Cocoa in Côte d'Ivoire », Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations.

STARK Oded, 1991, *The Migration of Labor*, Cambridge, Basil Blackwell, 406 p.

STARK Oded et BLOOM David E., 1985, « The New Economics of Labor Migration », *The American Economic Review*, vol. 75, n° 2, pp. 173-178.

STEINBRINK Malte et NIEDENFÜHR Hannah, 2020, *Africa on the Move: Migration, Translocal Livelihoods and Rural Development in Sub-Saharan Africa*, Cham, Springer, 236 p.

TARRIUS Alain et MISSAOUI Lamia, 2000, *Les nouveaux cosmopolitismes : mobilités, identités, territoires*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 266 p.

WOUTERSE Fleur et TAYLOR J. Edward, 2008, « Migration and Income Diversification: Evidence from Burkina Faso », *World Development*, vol. 36, n° 4, pp. 625-640.